



## Spécial enseignement professionnel et technologique

### ■ S'informer

Pour être au fait de l'actualité sociale, vous pouvez consulter les sites de :

- La CGT Educ'action : [www.unsen.cgt.fr](http://www.unsen.cgt.fr)
- L'UGICT (Ingénieurs, Cadres et Techniciens) : [www.ugict.cgt.fr](http://www.ugict.cgt.fr)
- La CGT : [www.cgt.fr](http://www.cgt.fr)
- La FERC : [www.ferc.cgt.fr](http://www.ferc.cgt.fr)

*Je souhaite  
prendre contact  
(p.4)*

### Sommaire :

- p.2 . Quel avenir pour les collègues ?  
. Des enseignants formés
- p.3 . PFMP, nouvelle formation  
ou main d'œuvre gratuite ?  
. Les grilles horaires en Bac pro  
. Certification : le tout CFC !
- p.4 . Apprentissage : toujours plus !  
. Le fond de la réforme !  
. Bulletin adhésion

## Bac Pro 3 ans, réforme STI2D : Non à la disparition d'une formation technologique et professionnelle de qualité !

Deux ans après la réforme du bac pro et la fermeture des sections de BEP, le ministère de l'Education met en place, à cette rentrée, la réforme de la voie technologique. Celle-ci intervient après la réforme de la voie générale de septembre 2010. En trois ans, le gouvernement aura imposé, contre l'avis majoritaire des personnels, un bouleversement complet du lycée. Il a introduit dans ces 3 "réformes" une dose massive de politique libérale : **suppression massive d'emplois, fin de l'éducation prioritaire et renvoi de l'échec à la seule responsabilité individuelle, celle de l'élève comme celle de l'enseignant qui n'aura pas su faire avec "l'aide personnalisée" ou "l'autonomie" accordée, celle de gérer la pénurie !**

Ce qui se dit partout, depuis des mois en salle des profs, c'est que la mise en place du bac pro 3 ans a été une catastrophe pour les LP, les élèves comme les enseignants. Les organisations syndicales qui ont malheureusement cautionné cette politique ont pris une très lourde responsabilité.

Il en sera de même pour la réforme imposée en STI2D car celle-ci va enlever la plus grande partie de la spécificité de cette voie. Elle va mettre les enseignants en difficulté avec des contenus pédagogiques inadaptés aux élèves et pour lesquels ils n'ont eu qu'un semblant de formation en catastrophe...

Mais une formation professionnelle en 4 ans (BEP 2 ans + Bac pro 2 ans), comme le maintien des 3 voies différenciées dans le lycée, dont une voie technologique, la seule en Europe, cela coûte... et l'heure n'est pas à l'investissement pédagogique.

Il faut payer la crise, et la faire payer à ceux et celles qui n'en sont pas responsables : les jeunes, les personnels.

L'avenir, les services publics ? Ce ne sont pas les préoccupations du moment, ce qui compte, c'est la réduction des dépenses publiques... et le maintien du niveau des dividendes et des profits pour ceux qui, aujourd'hui, détiennent le pouvoir... et les actions en bourse.

Alors nos dirigeants rêvent de poursuivre la casse du système éducatif pour mieux vendre l'apprentissage ou les formations privées. Mettre l'éducation dans le secteur marchand, c'est ouvrir des potentialités gigantesques de profit. Nous ne les laisserons pas faire !

A la rentrée, l'actualité c'est de reprendre la lutte pour refuser la dégradation de nos conditions de travail, celles de nos élèves, pour imposer l'ouverture de classes dans le premier et le second degré. Pour cela, il faut construire les convergences, avec les parents, avec les salariés du secteur public comme ceux du privé. C'est l'ensemble de cette politique que nous refusons, celle qui bloque nos salaires, détruit les emplois et les services publics.

Les actions interprofessionnelles, la grève du 27 septembre, le vote aux élections professionnelles d'octobre seront l'occasion d'exprimer notre colère.



**Avec les jeunes, les salariés de  
Tunisie, de Grèce ou d'Espagne,  
crions notre indignation :  
Qu'ils dégagent !**



Alain Vrignaud,  
secrétaire national CGT Educ'action

# Des inquiétudes justifiées !

## Quel avenir pour les collègues ?

La réforme STI2D entraînant la suppression de plusieurs spécialités ainsi que celle de nombreux postes, l'avenir des collègues est une question prégnante.

Sans cadrage national, l'arbitraire risque de régner sur les supports de postes qu'on supprime ainsi que sur l'étiquetage de ceux laissés au mouvement. Par exemple, s'il y a trop de postes de mécanique dans un établissement, qui décidera de la spécialité à supprimer ? Les postes au mouvement seront-ils étiquetés avec les nouvelles options et si oui, quels seront les critères d'affectation ? N'y aura-t-il plus que des postes à profil en BTS ?

Les enseignants de physique appliquée seront-ils tous reconvertis en physique chimie sans condition, y compris les agrégés ?

Enfin, alors que les collègues en surnombre ou jugés incapables de se reconverter en STI2D, risquent d'être nombreux, pourront-ils être titularisés directement sur des postes de technologie de collègue ? Combien enseigneront en LP ? Combien quitteront l'enseignement ? On sera forcément dans de nombreux cas, dans le cadre d'une reconversion subie.

**Force est de constater que les réponses du ministère aux inquiétudes légitimes des collègues demeurent, aujourd'hui, inexistantes.**



## Des enseignants formés ?

Enseignement en tronc commun, bouleversement des contenus et des objectifs des programmes, nouveaux logiciels à maîtriser, disparition de spécialités : les enseignant-e-s de STI avaient de quoi s'inquiéter à l'annonce de cette réforme précipitée. Le ministère annonçait un plan de formation ambitieux sur trois ans mais le constat est terrible et très loin des promesses ! Mise en place, souvent seulement en janvier ou février, alors que les programmes définitifs de la classe de première n'étaient pas publiés et sans "sujets zéros", pas de cadrage national, beaucoup d'autoformation avec une plate forme à distance, et très peu de formation concrète, voilà la réalité.

Ainsi, à la veille de la rentrée, de nombreux collègues ne perçoivent toujours pas ce qu'ils ou elles devront enseigner à leurs élèves, ne comprennent pas le contenu de leur formation et encore moins l'utilité concrète de celle-ci pour bâtir leurs cours. On demande à certains collègues d'enseigner des disciplines qu'ils ne connaissent pas ou qu'ils ne maîtrisent pas. Les formateurs recrutés tant bien que mal, sur des critères flous, semblent, dans certains cas, dépassés.

Enfin, la charge de travail des collègues va être considérablement alourdie entre formations et mise en place de la réforme.

**L'inquiétude est grande aussi bien pour les collègues que pour leurs élèves.**

## Le poste de ses rêves !!!

Les conditions de travail sont intolérables pour les PLP qui font face à des effectifs en hausse alors que les dédoublements sont en baisse. Les élèves de filières ou de classes différentes, sont trop souvent regroupés en enseignement général pour réaliser de substantielles économies. La recherche de stage est, pour l'essentiel, à la charge de l'équipe pédagogique. Les élèves sont démobilisés par des programmes trop ambitieux, parcourus trop rapidement, car les volumes horaires sont insuffisants. Ceci a pour conséquence une violence latente des élèves en situation d'échec. L'organisation de CCF, tout au long des 3 années de Bac pro, participe à la désorganisation de la scolarité et au stress des équipes. Il ne faudrait pas oublier l'implantation des ULIS - Unités Localisées pour l'Inclusion Scolaire - en LP qui se fait sans formation des enseignants, avec un encadrement et des moyens insuffisants (à l'issue de cette pseudo-formation, les élèves recevront un vague certificat de compétences).

**A tout cela, s'ajoutent les heures supplémentaires imposées, conséquence directe des suppressions de postes et, pour bientôt, l'entretien professionnel annuel assorti d'une évaluation écrite. Trop c'est trop !!!**



## PFMP, nouvelle formation ou main d'œuvre gratuite ?

Les grilles horaires des bacs pro 3 ans imposent 22 semaines de Période de Formation en Milieu Professionnel sur les 3 années de formation. C'est beaucoup trop long !!! Les élèves sont absents du lycée pendant 2 mois et reviennent totalement démobilisés, comment reprendre le rythme scolaire et finir le programme ?

Aujourd'hui, tous les élèves du CAP au diplôme d'ingénieur doivent effectuer des stages de plus en plus longs. Les entreprises préfèrent des stagiaires plus qualifiés et rejettent les nôtres. Il est alors très difficile pour les élèves de LP de trouver un stage intéressant et formateur. Certains élèves de seconde n'ont pas 16 ans, se pose alors, également, le problème d'autorisation légale de travail dans les entreprises. Nos élèves servent trop souvent – même si des entreprises "jouent le jeu" - de main d'œuvre gratuite et accomplissent des tâches souvent éloignées des référentiels de leur formation.

Pour les enseignants des disciplines d'enseignement général en particulier, les PFMP impliquent une désorganisation totale de leur service : visite d'installation, visite de certification ..., les stages des élèves ne génèrent que des heures de trous dans les emplois du temps et obligent les collègues à organiser les visites sur leur temps libre.

**La CGT Educ'action réclame 16 semaines maximum de PFMP sur les 3 ans et la prise en compte des blocs horaires de chaque enseignant pour le suivi des élèves.**



### ■ Les grilles horaires en Bac pro

Xavier Darcos l'a voulu, Luc Chatel l'applique et, comme nous l'avions prévu, la réforme du bac pro est une catastrophe pour les LP !

Les nouvelles grilles horaires entrouvrent largement la porte à l'annualisation des services dans les LP et ceci en contradiction avec le statut des PLP. La tri-annualisation des grilles a des conséquences très négatives : il est impossible de savoir si sur les 3 ans de formation, les élèves ont bénéficié des heures prévues dans chaque discipline, d'autant plus qu'un nombre impressionnant d'heures est attribué au choix (de qui ?) à plusieurs disciplines !!! Les heures d'accompagnement personnalisé et les heures projet ont été prises sur les heures disciplinaires et donnent lieu à une véritable concurrence entre les collègues des différentes disciplines. C'est à qui obtiendra le maximum d'heures. Les dédoublements ne se font plus en fonction des besoins des élèves et des projets pédagogiques mais en fonction du pouvoir de persuasion auprès du chef d'établissement, les seuils et les modes de dédoublement sont d'ailleurs totalement illisibles.

## Certification : le tout CFC !

Déjà mis en place pour les CAP, les CCF sont imposés au nouveau bac pro en 3 ans. Toutes les disciplines sont concernées, sauf pour l'instant le français, l'histoire géographie et l'éducation civique. Le CCF présenté par le ministère comme un allègement des examens, a surtout l'énorme avantage de réduire les coûts. Il signifie pour tous les collègues un alourdissement considérable de leurs tâches, une surcharge de travail et la mise sous tension permanente des établissements. Elèves, enseignants, vie scolaire et administration se voient en situation d'examen tout au long de l'année, sans aucun moyen supplémentaire.

Sans aucun doute, le ministère pourra, en juin 2012, se féliciter du pourcentage de reçus, mais à quel prix ! Pression sur les collègues pour qu'ils gonflent les notes, concurrence entre les établissements, fin du caractère national des diplômes, déqualification des élèves... on peut s'inquiéter ! Quelle sera la reconnaissance par les entreprises de ce nouveau diplôme ? Quelle chance de réussite pour les bacheliers professionnels poursuivant en BTS ?

## Apprentissage : toujours plus !

**S**'il est un domaine où il existe des convergences dans les décisions politiques entre l'Etat et les Régions c'est, malheureusement, bien celui du développement, à tout prix, de l'apprentissage, et à tous les niveaux.

Il y a deux mois, le Président Nicolas Sarkozy affirmait vouloir arriver, à terme, à un million d'apprentis, avec un objectif de 800 000 dès 2015. Cela correspondrait au doublement du nombre d'apprentis par rapport à la situation actuelle.

De son côté, l'association des Régions de France, l'ARF, a réclamé "un transfert complet de compétences, portant sur la complémentarité entre formation traditionnelle et formation alternée".

Cette approche, purement "idéologique", de l'apprentissage comme meilleur remède aux difficultés rencontrées dans la voie professionnelle et à la sortie de jeunes du système éducatif sans diplôme, ne tient pas face à la réalité des faits. Malgré des campagnes publicitaires répétées et coûteuses, l'apprentissage ne décolle pas au regard des objectifs affichés. Les entreprises ne veulent pas de ces jeunes et ne sont pas prêtes à leur signer des contrats d'apprentissage. Par contre, le patronat ne serait pas hostile à récupérer les meilleurs élèves de la voie professionnelle ou technologique (en CAP, en Bac pro, en BTS) et laisser à l'Education nationale les élèves les plus en difficulté, après les avoir "triés".

**Nous refusons totalement cette conception de la voie professionnelle. Cet enseignement doit se poursuivre, après le collège, dans le cadre du lycée public. Elèves et personnels de la voie professionnelle doivent être traités à égalité de dignité avec les deux autres voies, générale et technologique. Pour cela, ce qu'il faut ce sont des moyens supplémentaires et une volonté politique très différente de celle affichée par le gouvernement ou l'ARF.**

## Le fond de la réforme !

**L**a réforme de la voie technologique industrielle et celle de la STGM s'inscrivent dans la continuité de celle de la seconde générale : tronc commun dans les matières générales et technologiques, accompagnement personnalisé, diminution et globalisation des dédoublements.

Elle est donc, via la diminution horaire et la possibilité de regroupement des options, une machine à supprimer des postes.

Toutefois, les dangers de cette réforme vont au-delà de ce constat.

La STI était une filière de réussite permettant à des élèves fragiles d'obtenir le bac puis de poursuivre en STS, voire au-delà ; et ce, par le travail en atelier, à effectifs réduits, qui permettait l'acquisition progressive de concepts théoriques.

Pourtant, si devant la diminution croissante des effectifs la nécessité d'une réforme faisait consensus, c'est bien la mort de la voie technologique industrielle que signe la création, sans concertation et dans la précipitation, de la STI2D.

La diminution de 13 à 4 des options en STI2D comme la fusion de la classe de 1<sup>ère</sup> STG, l'importance du tronc commun, la fin du travail en atelier, la théorisation accrue, transformant la filière en voie plus généraliste. Elle déprofessionnalise l'enseignement, diminue les qualifications et empêche ainsi l'accès des élèves à de nombreux BTS. Enfin, et surtout, il semble impossible pour les élèves que l'on trouve actuellement en STI de réussir en STI2D, dans de telles conditions.



Rédacteurs : Michèle Schiavi, Michaël Marcilloux et Alain Vrignaud



4 p. Ens. Pro  
sept. 2011

A remettre à un militant CGT ou à renvoyer à l'adresse ci-dessous

Je souhaite :  me syndiquer  prendre contact

Nom.....Prénom.....

Adresse personnelle.....

Code postal.....Commune.....

Grade ou corps.....Discipline.....

Etablissement.....

Code postal.....Commune.....

Tél.....E-mail.....

CGT Educ'ation - 263, rue de Paris - 93515 Montreuil cedex - Tél. : 01 48 18 81 47 - mël : unsen@ferc.cgt.fr